

UN DÉBUT D'ÉTÉ CHAUD, CHAUD, CHAUD.

La CGT est à l'honneur dans les médias en ce début d'été, enfin « à l'honneur », c'est façon de parler. Entre nos cheminots « Djihadistes preneurs d'otages », nos intermittents du spectacle « putchistes », nos marins « pirates » et Thierry Lepaon qui « boude » la conférence sociale, les médias nous présentent comme un syndicat ringard, archaïque et dépassé par sa base. Il serait plus juste de dire que la CGT est « au déshonneur » dans les médias. Qu'à cela ne tienne, puisque les chiens de garde des ondes et du papier font leur travail comme leurs congénères génétiquement non modifiés souillent les trottoirs, la Cigogne toujours prête à secourir la veuve (d'objectivité et de neutralité) et l'orphelin (d'éthique professionnelle) vient à leur secours remettre quelques pendules à l'heure du fuseau horaire du syndicalisme révolutionnaire et démocratique.

Commençons par nos camarades cheminots, ces terroristes mal rasés qui n'ont pas hésité à perdre 10 jours de salaire pour se payer le luxe de kidnapper l'usager « qui travaille, lui » ou pire le candidat au baccalauréat « qui joue son avenir et celui de la France » !

Qui a entendu parler des revendications des cheminots en grève sur les ondes et dans les journaux, à part les lecteurs de l'Humanité ? Personne. Qui s'est vu expliquer qu'outre les revendications salariales, nos camarades se battaient pour que la SNCF demeure un service public digne de ce nom ? Qui aura compris grâce au journal de 20 heures que l'enjeu du mouvement était avant tout de maintenir l'égalité des citoyens pour l'accès aux transports en s'opposant à une réforme qui sera génératrice de hausse des prix du billet au bénéfice du profit et au détriment de l'entretien et de la maintenance du réseau, donc de la sécurité de tous, citoyens et cheminots ?

Et que penser des conclusions du rapport d'experts qui, se penchant sur les causes de l'accident ferroviaire de Brétigny, mettent en cause l'état déplorable du réseau ? C'est pour éviter d'autres Brétigny que nos camarades se sont battus. Chien de garde, toutou du pognon, tu ne seras jamais assez coupable de n'avoir jamais mis cela en relief

dans tes commentaires.

La seule information louable que la Cigogne ait entendue sur les ondes durant ce conflit émane d'un journaliste qui, venu promouvoir son dernier livre sur un plateau de journal télévisé, s'est offensé de l'usage abusif qui était fait du terme « otage ». De mémoire, la Cigogne cite : « Je voudrais profiter de ma présence sur ce plateau pour exprimer à quel point me choque l'assimilation qui est faite de manière récurrente par les commentateurs de journaux entre otage et usager des transports embarrassé par un mouvement de grève. Être pris en otage n'a rien à voir avec le fait de perdre quelques heures à attendre sur un quai de gare et je crois savoir de quoi je parle. » Et en effet, il sait, puisque c'est Jean-Paul Kauffman qui s'exprimait dans ce sens (de mémoire je le répète). Pour les plus jeunes (ou les plus anciens dont la mémoire vacille) Monsieur Kauffman a été retenu en otage au Liban pendant 3 ans.

Revenons aux candidats du Bac. La SNCF soucieuse de ne pas compromettre l'avenir de la jeunesse de France avait mis en place une sorte de service prioritaire pour nos têtes blondes avec des équipes d'agents non grévistes donc responsables pour prendre en charge les futures forces vives de la nation et les acheminer par le premier train en partance. Selon la description faite de la grave situation de crise décrite sur toutes les ondes, on s'attendait à voir ces équipes submergées. Eh bien en tout cas en gare de Strasbourg le phénomène n'était pas criant. De l'aveu même d'une de ces équipes

« d'agents responsables » : ils se faisaient ch... A croire que les candidats au Bac avait eu le bon sens de s'organiser autrement qu'avec le train pour se rendre à leurs examens. Soyons donc confiants pour l'avenir car, parmi ceux-là, il y a aussi les journalistes de demain.

Autres terroristes : les intermittents du spectacle, enfin les CGTistes surtout. Ne revenons pas ici sur les revendications qui, dans ce cas, ont largement été relayées dans le sens où on expliquait que ces saltimbanques refusent qu'on réduise leurs droits au chômage. Ben tiens, c'est bien connu, un artiste qui ne se produit pas, c'est-à-dire

(Suite page 2)

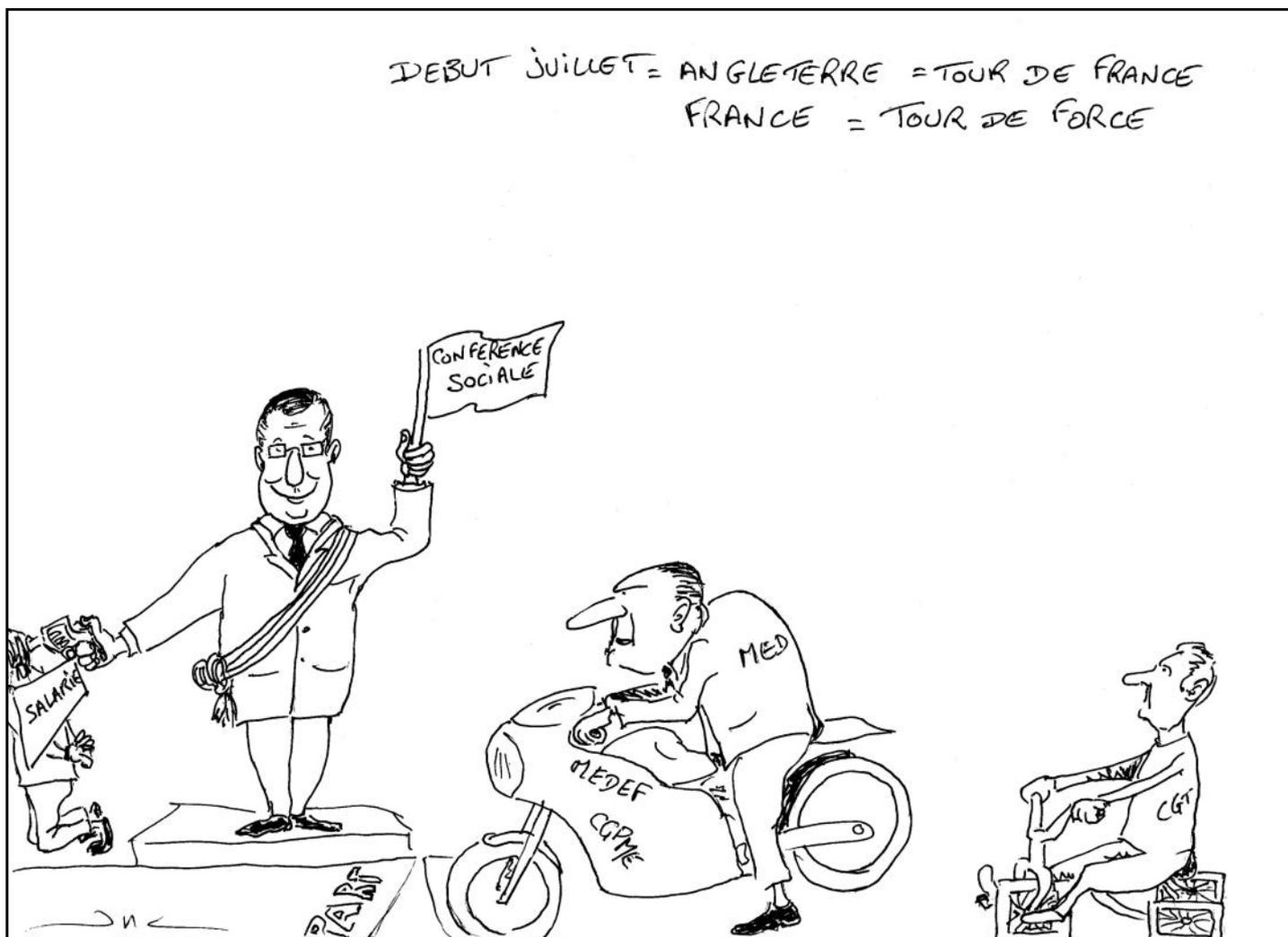
(Suite de la page 1)

pendant qu'il ne « cachetonne » pas, chôme, fait la grâce mat' et passe son temps à picoler de la bière devant la télé. Ne nous attardons pas sur la réalité du quotidien des intermittents du spectacle qui a été tout de même expliquée parfois en toute honnêteté. Ce qui exaspère la Cigogne à ce propos, c'est que les représentants du MEDEF aient leur mot à dire sur le statut des intermittents car le patronat n'embauche pas cette catégorie de salariés, donc ne cotise pas pour eux. Les artistes vendent leurs spectacles et leurs prestations et cotisent sur ces revenus. Mais le conflit est bien né de la revendication du MEDEF qui trouve que le statut coûte trop cher aux ASSEDIC. C'est tout de même fort de café.

Pour finir, ces chers médias se sont gargarisés du constat de la CGT dépassée par sa base dans le conflit des cheminots. La Cigogne dit : « heureusement » et répond à ces ignares du fonctionnement syndical démocratique qu'à la CGT c'est la base qui décide, les salariés et parmi eux les syndiqués, en assemblée générale. A bon entendeur.

Ça s'appelle le « syndiqué acteur et décideur ».

Quant au boycott de la conférence sociale, la Cigogne n'a qu'une chose à dire : quand Hollande aura fini de lécher les pieds, sinon pire, du patronat en prenant les salariés pour des cons, peut-être que la CGT mettra son archaïsme dans sa poche et s'installera à la table de négociation. En attendant, Monsieur le Président de la lutte contre la Finance, la Cigogne, elle te le mettrait volontiers en plein bec, son archaïsme.



Nouvelle plume pour la Cigogne

Contrairement à la Direction Générale, pour qui il n'est nul besoin de remplacer les départs à la retraite (cf Cigogne de juin 2014 – page 2) et ainsi créer des sous-effectifs absolument monstrueux, le comité de rédaction de la Cigogne a anticipé les prochains départs (ou les départs prochains, c'est comme vous voulez) et a le plaisir de vous annoncer l'arrivée d'une nouvelle plume en son sein.

Nous lui souhaitons la bienvenue et espérons que vous, chères lectrices et chers lecteurs, apprécierez sa belle prose.

Retour de l'obscurantisme à la DGFIP.

Avec l'arrivée de Bruno BEZARD à la DGFIP, sous des aspects en apparence décontractés, le dialogue social en a pris un sacré coup. En effet, en dépit de grandes annonces, et de gadgets du style DUERP, TBVSet autre e-FIP, peu à peu nous retombons dans l'arbitraire, la réaction, voire au 19^e siècle, dans ses aspects les plus rétrogrades.

La DRFiP 67 n'est pas en reste en la matière, bien au contraire. Le meilleur d'entre nous, après avoir caché son jeu au moment de la fusion, se complaît à présent de museler tout dialogue social, et étouffe dans l'œuf toute volonté d'arbitrage, de proposition, de contestation, ou tout simplement de justice émanant des organisations syndicales et des agents.

La démonstration en a été faite lors des récentes réunions paritaires, où à plusieurs reprises le DRFiP s'est comporté de façon disproportionnée, voire agressive.

Quelle crédibilité en effet, pour un DRFiP qui en CTL se fâche à l'évocation des doctrines d'emploi, à propos de la mise en place prochaine d'une véritable usine à gaz au SIP de Molsheim, à l'évidence destinée à masquer la pénurie, alors qu'il contribue annuellement et sans grands scrupules, à la destruction de nombreux emplois d'agents (ceux qui font le boulot) ?

Quelle crédibilité pour un DRFiP qui lorsque l'on aborde le sujet des logements de fonction pour les employés supérieurs (avantages onéreux, et, il faut l'avouer, souvent non justifiés et d'un autre temps), monte sur ses grands chevaux, alors que parallèlement l'on rogne sur les frais de fonctionnement, les primes et salaires des agents, ou encore des remboursements de frais ?

Quel crédit pour un DRFiP qui soutient sans réserve une hiérarchie de courtisans parfois complètement à côté des clous, en matière de management, et de notation, qui refuse d'admettre l'évidence, même en cas de procédure viciée et entachée d'erreurs, ce qui n'était quand même pas le cas il y a quelques années.

Fut un temps pas si éloigné, on pouvait encore ouvertement discuter d'un dossier avec la parité administrative.

Que dire de promotions par tableaux d'avancement par exemple, où la proportion de promus avoisine ou dépasse même, les quatre cinquièmes en faveur d'une seule et même filière ?

La liste de ces comportements anormaux n'est pas exhaustive, loin de là, et peu à peu apparaît le vrai visage de cet ancien collaborateur de Christian SAUTTER (rappelez-vous le grand réformateur des années 1990). N'y-a-t-il pas eu aussi récemment dans le département, une promotion d'un A+ en dehors de tout mouvement, tout simplement « du fait du prince » ? On a la désagréable impression de renouer avec la royauté, mais pas éclairée du tout celle là.

Rangez vos bureaux !

On pourrait croire que c'est la réplique d'un instituteur de maternelle. Ou, à la limite, d'un prof de collège exaspéré. Certainement pas d'adultes matures et responsables envers des adultes matures et responsables.

Et pourtant ...

Avec la "Tenue de ville classique exigée", on l'entend de temps en temps, au hasard, en cas de visite du « meilleur d'entre-nous » ou d'un quelconque A(G)FiP(A) dans le service.

Cachez donc ces piles de courrier et ces listes en retard, nous sommes tous à jour dans notre travail.

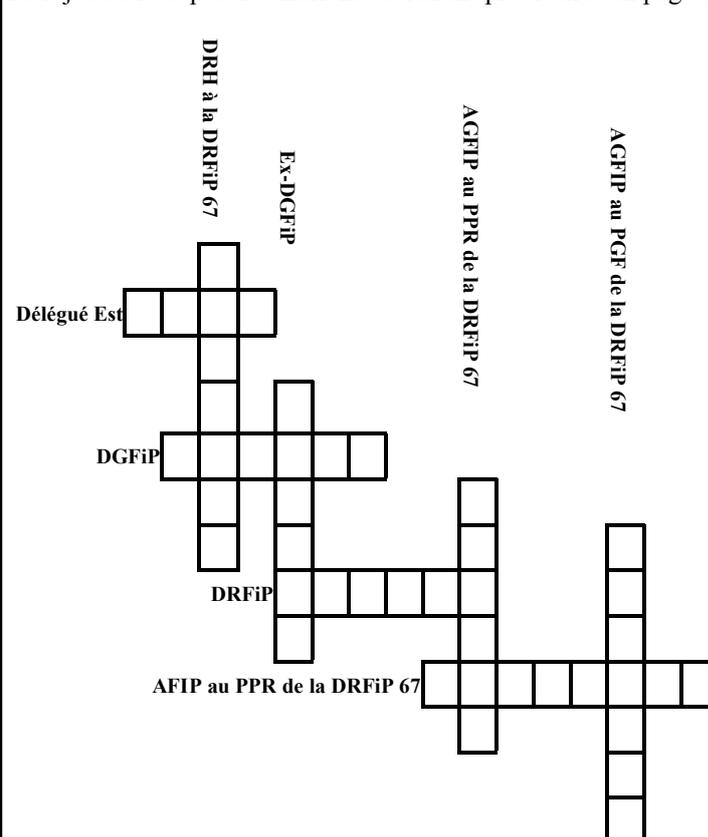
Si, si, même quand nous sommes à deux pour faire le travail de cinq.

Cachez ceci, je vous dis. Au fond de l'armoire, là où ils n'auront pas le temps de regarder pendant les cinq minutes où ils seront dans votre bureau.

Et pas de jupe au-dessus du genou, ni de bermuda. Pas même dans votre bâtiment branlant sans climatisation fonctionnelle où il fait trente degrés.

L'apparence avant tout, on vous dit....

Petit jeu de l'été pas très marrant : solutions provisoires en page 5



Mais non mais non, le DRFIP67 crée de l'emploi

Qui plus est de l'emploi à forte valeur ajoutée en points d'indice. En effet, au dernier CTL on a présenté aux élus des personnels un projet de transformation de deux postes d'IP de Direction en postes d'IP auditeurs.

Motivation : il n'y a aucune chance que les postes actuellement vacants soient pourvus. Par contre, si c'est des postes d'auditeurs ça ne fait pas l'ombre d'un doute que la DG les pourvoira. Comprenne qui pourra.

Et hop ! Deux postes de plus de pourvus.

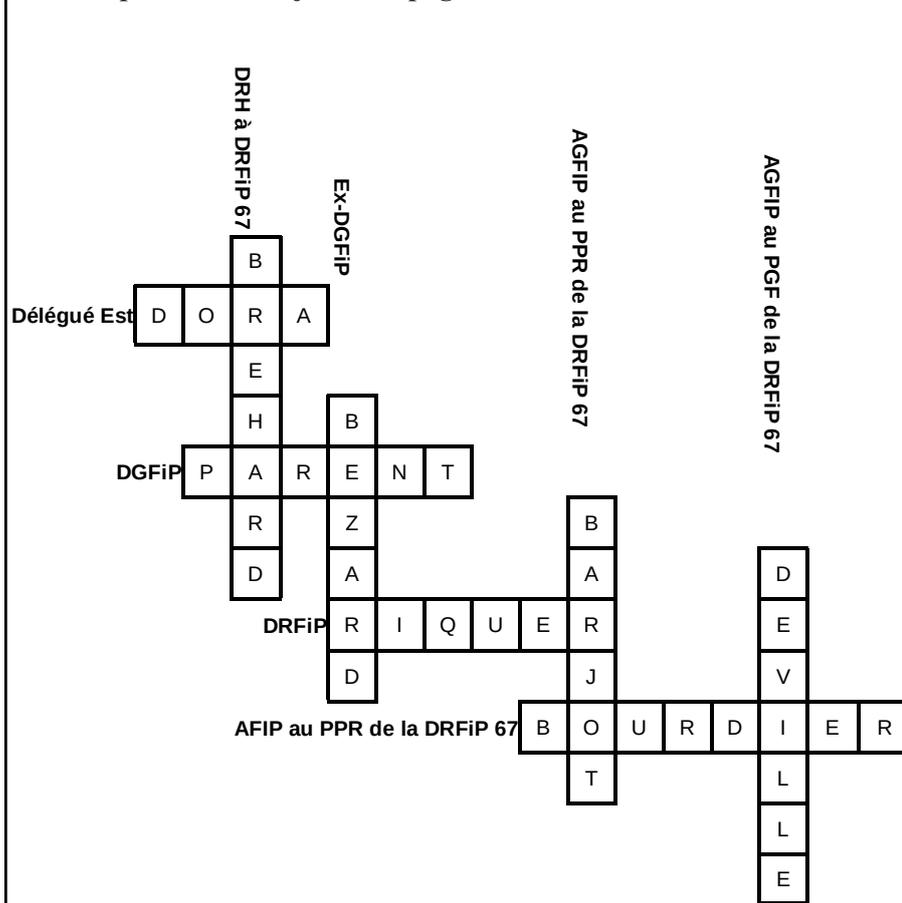
Avec une soixantaine de postes C et B non pourvus en fin d'année, c'est pas sûr que ce soit ça que « nous-autres-de-la-production » attendions...



Le népotisme a encore frappé dans les hautes sphères de l'état : on a nommé un Parent Directeur Général des Finances Publiques.



Solution provisoire du jeu de la page 3.....



A la Garcimore...

Êtes-vous dans une « structure porteuse d'emplois » ou une « structure non porteuse d'emplois » ?

La question a son importance au moment où se tiennent les CAP locales de mutations et où la direction prépare son devoir de vacances « SIP -CDIF » pour la DG.

L'exemple du PELP partiel (Pôle d'Evaluation des Locaux Professionnels) créé en 2011 regroupant la gestion des locaux professionnels de Strasbourg et Molsheim, puis élargi à Schiltigheim est très parlant.

Il comporte actuellement 4 emplois B (2 pour Strasbourg, 1 pour Molsheim, 1 pour Schiltigheim). Mais comme il n'est pas une « structure porteuse d'emplois » (comprenez que le PELP n'existe pas au TAGERFiP bien que ces postes aient été créés lors d'un CT), on peut ne pas pourvoir tous les postes. Même si le service croule sous les retards en tout genre (tournée d'évaluation, contentieux, révision des locaux professionnels). C'est ainsi qu'un de ces emplois B a été affecté à la mission topographique avec vocation à être transféré au PTGC (Pôle Topographique) lors de la prochaine réorganisation. Un cadre A (ALD) a été affecté en renfort au PELP mais il n'en reste pas moins vrai qu'un poste B s'est volatilisé sans aucun contrôle de la CAP locale.



ALLEZ
BONNES VACANCES
À TOUS....
EN TRAIN...
DANS LES FESTIVALS...
EN CORSE...

ON EN REPARLE
EN SEPTEMBRE

